SOCIAL À VENIR

Association de soutien à la formation et aux métiers du social

URGENCE POUR LE TRAVAIL SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL

POUR UN PLAN NATIONAL DE REVALORISATION ET UN MINISTÈRE DE LA FRATERNITÉ, DES SOLIDARITÉS ET DU TRAVAIL SOCIAL



Nous demandons un plan national de refondation du travail social et médico-social, comprenant :

Une **revalorisation réelle des salaires**

Un **renforcement massif des formations et de leur qualité**

Des **moyens pour l'innovation pédagogique**

Une **reconnaissance du statut des formateurs en travail social**

Des **conditions de travail dignes pour les professionnels**

Une **politique nationale ambitieuse,** portée par un véritable **Ministère de la Fraternité, des Solidarités et du Travail social**

Lien pour signer :

petitions.assemblee-nationale.fr/initiatives/i-7082

Depuis des années, la dégradation de l'école et de l'hôpital alerte l'opinion publique. Pourtant, **un autre pilier essentiel de notre République s'effondre dans un silence presque total : le travail social.**

Chaque jour, des centaines de milliers de personnes dépendent de ces métiers : enfants en crèche, jeunes confiés à l'aide sociale à l'enfance, mineurs suivis par la Protection judiciaire de la jeunesse, personnes sans domicile, personnes en situation de handicap, demandeurs d'asile, personnes âgées en perte d'autonomie, familles précaires ou isolées.

Derrière ces chiffres, il y a des vies.

Selon la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) : plus de **400 000 jeunes** et jeunes majeurs bénéficient d'au moins une mesure de l'aide sociale à l'enfance ; environ **300 000 personnes** vivent sans domicile fixe ; près de **500 000 personnes en situation de handicap** sont accompagnées par des établissements ou services médico-sociaux ; plus de **2 millions de personnes âgées** sont en situation de perte d'autonomie en France.

Et selon l'INSEE, **9,8 millions de personnes** sont sous le seuil de pauvreté monétaire en France métropolitaine.

Face à ces besoins immenses, les travailleuses et travailleurs sociaux tiennent encore debout un système indispensable. Mais à quel prix ?

Le secteur manque cruellement de personnel formé. Les départs se multiplient, les vocations s'épuisent, les formations se fragilisent. Dans de nombreux établissements, des personnes non formées sont contraintes de « faire fonction », faute de professionnels disponibles. Cette situation met en danger la qualité de l'accompagnement et la dignité des personnes aidées.

Les salaires restent indignes des responsabilités exercées. Beaucoup de professionnels diplômés, parfois formés à Bac +3, commencent leur carrière autour de 1500 à 1800 euros nets par mois. D'autres métiers essentiels du domicile, de l'accompagnement éducatif et social ou de l'intervention familiale se situent souvent entre 1400 et 1600 euros nets par mois.

Comment accepter que celles et ceux qui protègent les enfants, accompagnent les personnes handicapées, soutiennent les familles, aident les personnes âgées et prennent soin des plus vulnérables soient eux-mêmes précarisés ?

Aujourd'hui, le travail social risque d'être remplacé par une logique froide de gestion des flux, de rentabilité, de tarification à l'acte et d'interventions limitées dans le temps. Cette évolution menace l'humanité même de l'accompagnement social.

Nous refusons de laisser le travail social s'effondrer dans l'indifférence.

Une société se juge à la manière dont elle traite les plus fragiles. Sans travail social, il n'y a ni solidarité réelle, ni égalité effective, ni fraternité vivante.

Signer cette pétition, c'est défendre les enfants protégés, les personnes âgées, les personnes handicapées, les familles en difficulté, les personnes sans abri, les demandeurs de protection, mais aussi tous celles et ceux qui les accompagnent chaque jour.

Cette pétition est à l'initiative de *Social à venir, association de soutien à la formation et aux métiers du social* (www.socialavenir.eu). Nous appelons les citoyennes et citoyens à signer massivement cette pétition afin que le travail social soit enfin entendu, reconnu et défendu au plus haut niveau de l'État.

Lien pour signer :

petitions.assemblee-nationale.fr/initiatives/i-7082

SOCIAL À VENIR